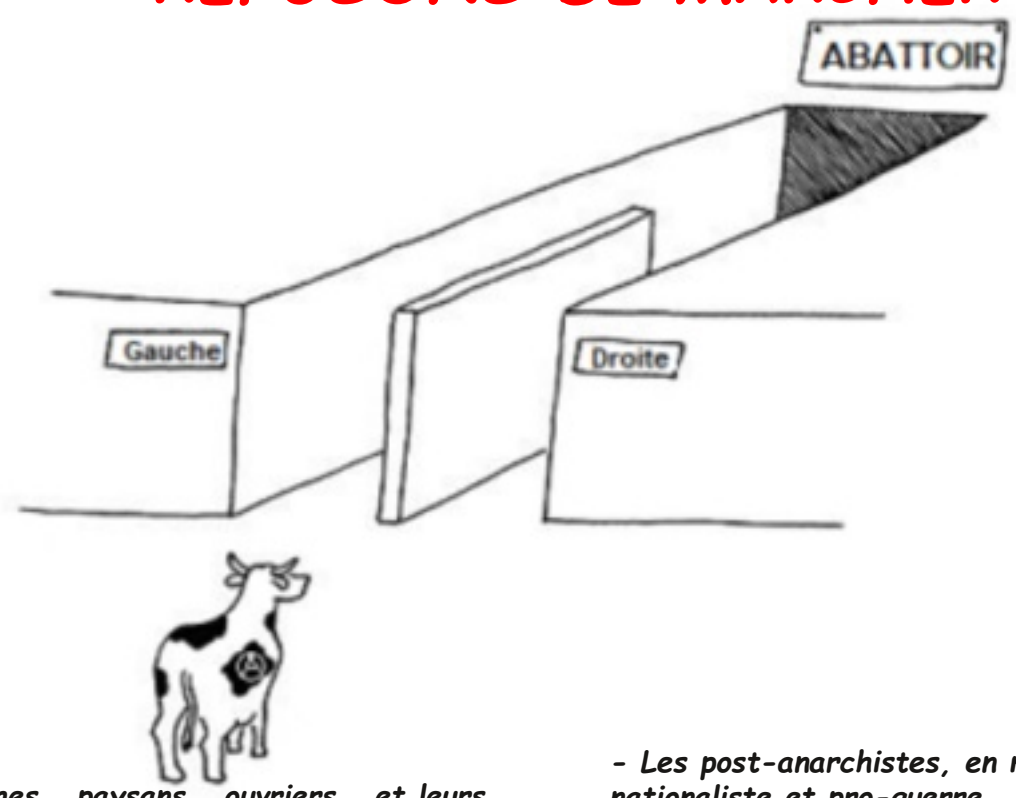


ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

*Guerre , environnement , santé , travail ...
Le capitalisme et l'Etat veulent nous envoyer à l'abattoir,*

REFUSONS DE MARCHER !



Edito

- Vaches , paysans , ouvriers , et leurs enfants ...

Monde du travail

- Carnage industriel dans l'allier ...
- "J' ai 50 ans et le monde du travail ne me veut pas !"
- Contre le salariat, et la religion du travail !
- Lettre de soutien aux compagnons tunisiens ...

Politique

- L' esclavage moderne et le techno-féodalisme.

- Les post-anarchistes, en mode défense nationaliste et pro-guerre.
- A propos des classes de défense et de sécurité globale .
- Abstention active et abstention passive .
- Ce n'est pas les vaches qu'il faut abattre ...

International

- Une proposition d'analyse géopolitique et systémique de la situation .
- Loi martiale camouflée et logique de pouvoir en Iran !

**2 EUROS /// N°195
JAN - FEV 2026**

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Vaches, paysans, ouvriers et leurs enfants ...

Le Capitalisme et l'État achèvent bien les producteurs !

Le 11 décembre, l'État annonçait l'abattage des 208 vaches de la ferme des Bordes sur Arize, sacrifiant l'ensemble des animaux pour préserver les capacités d'exportations de « broutards » vers l'Italie des gros éleveurs. Cette mesure n'est pas sanitaire, elle vise à protéger un modèle économique, celui du capitalisme libéral. Par l'envoi de véhicules blindés, d'hélicoptères et de militaires (gendarmes), l'État envoie un message clair, aux paysans mais aussi à la population : « l'État a pris sa décision, c'est comme ça, il n'y a pas d'autre alternative ».

Le même 11 décembre, l'État par le biais du tribunal des affaires économiques de Nanterre, annonçait l'abattage de l'usine Brandt, sacrifiant les travailleurs en France, que le Capitalisme libéral met en compétition avec d'autres travailleurs dans le monde qui bénéficient de moins de protection sociale. Par ce jugement, l'État nous dit « l'État a pris sa décision, c'est comme ça, il n'y a pas d'autre alternative ».

Le 18 novembre, Le chef d'état-major des Armées Fabien Mandon, annonçait que nous devons être prêts à accepter de perdre nos enfants. Nous n'oublions pas que le terme prolétaire vient du latin du latin proletarius, ceux qui n'ont comme seule richesse que leurs enfants. En appelant au sacrifice des enfants, le chef des Armées appelle donc au sacrifice des producteurs de demain. Nous, les prolétaires, sommes appelés à faire le sacrifice de nos enfants pour protéger le modèle économique capitaliste libéral qui en fait ne profite qu'aux riches – lesquels n'enverront pas leurs enfants en première ligne en cas de guerre. Par cette propagande médiatique, l'État nous dit « l'État a pris sa décision, c'est comme ça, il n'y a pas d'autre alternative ».

Désormais les choses sont parfaitement claires : le Capitalisme est un système mortifère, et le rôle de l'État est de nous le faire accepter. De gré ou de force.

Oh certes, pour nous faire croire que nous donnons notre consentement à ces abattages programmés, d'animaux, de travailleurs ou d'enfants, on nous permet de temps en temps d'aller mettre un bout de papier dans une urne pour « donner notre voix ». Nous donnons notre voix mais manifestement ils ne l'entendent pas. Le rôle de l'isoloir est surtout d'être un étouffoir.

Pourtant, nous ne nous résignons pas à accepter de partir à l'abattoir sans réagir. Partout dans le monde, ici même, malgré l'adversité, malgré la répression, malgré les mauvaises nouvelles qui s'accumulent et que les médias se complaisent à répéter en boucle, il y a des individus qui refusent, qui résistent, qui relèvent la tête... Ces individus se rencontrent, se croisent, tissent des complicités et des réseaux ... Ils savent que le premier acte de résistance est de dire « NON », et que le second acte est de chercher dans les ténèbres de l'époque d'autres voix qui refusent d'être étouffées – par les jeux, par les addictions, par les manipulations de l'information, par les élections.

Si vous souhaitez mêler votre voix à la nôtre, pour exprimer votre refus de ce système de mort orchestré par le capitalisme et l'État, nous vous souhaitons la bienvenue !

ANARCHOSYNDICALISME !
CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€
Abonnement de soutien : 20€
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse
Pour tout problème d'abonnement :
contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES
LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 195 / JAN - FEV 2026 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 12 Février 2026 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy,
31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tous les samedi de 17 H à 19 H

Mails:
contact@cntaittoulouse.lautre.net
montauban@cnt-ait.info
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
contact@cnt-ait.info (Paris-banlieue, nord et est de la france)
essonne@cnt-ait.info
[@CNTAIT \(Paris\)](https://cntait03.wordpress.com)
initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à cnt-ait.info

Appel à nos lecteurs :

Tout d'abord

Merci pour votre fidélité à Anarchosyndicalisme le journal, comme toute presse écrite militante doit pour chaque numéro faire face à des difficultés de trésorerie. Tour de force contre vents et marées il parait son prix reste pour l'heure inchangé 2€ le numéro Mais paradoxalement, nous avons un lectorat fidèle à nos contenus qui nous donnent une crédibilité par la visibilité des valeurs et idées que nous affichons et est souvent cité depuis les six dernières années à l'extérieur.

Mais nous avons besoin de renouveler le matériel et le logiciel pour sa fabrication.

Deux ordinateurs portables sont nécessaires pour assurer la fabrication du journal et le fonctionnement en réseau de la CNT-AIT avec une communication optimum. Nous lançons donc un appel à don militant pour pouvoir continuer à vous livrer un journal de qualité. Et assurer une liaison nécessaire et indispensable de région à région,

Sentiments Anarchosyndicalistes

Adresse de contact pour la réception des dons
CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy
31000 Toulouse

contact@cntait.info
contact@cntaittoulouse.lautre.net

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Carnage Industriel dans l'Allier : Face à la Violence Patronale, l'Action Directe !

Le couperet est tombé. Après les vagues de licenciements qui ont meurtri Erasteel et Adisseo à Commentry, Amis à Montluçon, c'est au tour des travailleurs de Bosch à Moulins de subir la stratégie de la terre brûlée menée par les directions capitalistes. Les bassins Montluçonnais et Moulinois ne sont pas seulement des points sur une carte économique : ce sont nos vies, nos familles et nos territoires que le patronat sacrifie sur l'autel de la rentabilité financière.

Une stratégie coordonnée de casse sociale

Ce qui se joue aujourd'hui à l'usine Bosch, comme hier ailleurs, n'est ni une fatalité, ni une "crise" imprévisible. C'est une offensive délibérée. Les grands groupes empochent les aides publiques (CICE, exonérations de cotisations), puis délocalisent ou restructurent dès que les dividendes ne grimpent plus assez vite. La violence patronale ne s'exprime pas seulement par des lettres de licenciement ; elle s'exprime par le mépris des savoir-faire, le chantage à l'emploi et la destruction du tissu social de tout un département.

Les limites du dialogue social

À la CNT-AIT, nous le répétons : les négociations polies dans les bureaux de la préfecture ou les salles de réunion des DRH sont des impasses. Le "dialogue social" est le masque de notre soumission. Pendant que les syndicats réformistes s'épuisent à négocier le poids des chaînes ou le montant des primes de départ, le patronat, lui, avance ses pions. On ne négocie pas avec ceux qui nous affament. On s'organise pour leur arracher ce qu'ils nous volent.

Notre réponse : L'Anarchosyndicalisme

Face à cette avalanche de plans sociaux dans l'Allier, la résignation est notre pire ennemie. La CNT-AIT 03 appelle à :

L'Unité de base : Ne restons pas isolés par entreprise. Ce qui frappe Bosch frappe l'ensemble des travailleurs de la métallurgie, de la chimie et des services.

L'Action Directe : La grève, l'occupation, le blocage des flux de marchandises. C'est au portefeuille qu'il faut frapper le Capital.

L'Autogestion : Si les patrons ne sont plus capables ou plus désireux de faire tourner les usines sans nous licencier, alors reprenons l'outil de production ! L'économie doit être au service des besoins sociaux, pas des actionnaires.

Solidarité de classe !

Nous apportons tout notre soutien aux compagnons de Bosch et à tous ceux qui, de Montluçon à Moulins, refusent de baisser la tête. La peur doit changer de camp. Les usines sont à nous, les machines sont à nous, et l'avenir nous appartient si nous savons le prendre.

L'heure n'est plus aux lamentations ni aux simples défilés protocolaires derrière des ballons syndicaux. Le département de l'Allier est

transformé en cimetière industriel par des prédateurs qui ne connaissent que le langage du profit. Chez Bosch, comme chez Erasteel, Amis ou Adisseo, le scénario est identique : on pressure le travailleur jusqu'à l'os, puis on jette l'humain comme une pièce d'usure.

Briser les barrières entre usines.

Le patronat joue sur la division. Il veut que les ouvriers de Bosch se sentent isolés de ceux d'Adisseo. C'est un piège. La CNT-AIT 03 appelle à la création de comités de bases inter-entreprises. Ne restons pas enfermés derrière nos clôtures d'usines. Mutualisons nos forces, nos caisses de grève et nos moyens de lutte. Quand une usine est attaquée, c'est tout le bassin d'emploi qui doit se lever !

Harceler le Capital partout où il se trouve.

Si le patronat de l'Allier se croit à l'abri derrière ses procédures juridiques de licenciement, montrons-lui la réalité de notre colère. Nous appelons à multiplier les actions de blocage économique :

Blocage des flux : Rien ne sort, rien ne rentre. Si nos emplois disparaissent, leurs profits doivent s'arrêter net.

Actions de visibilité : Allons interpeller les décideurs là où ils se cachent, dans les sièges sociaux et les instances patronales.

Solidarité active : Organisons des assemblées générales ouvertes à tous (salariés, chômeurs, précaires, retraités) pour décider nous-mêmes des suites du mouvement, sans attendre les consignes des centrales parisiennes.

Ne pas demander, mais prendre.

Le "savoir-faire" dont ils se gargarisent dans leurs brochures de communication, c'est nous qui le détenons. Les machines, les usines, c'est notre travail qui les a payées. Si le privé se désengage, la question de la réappropriation doit être posée. L'autogestion n'est pas une utopie, c'est une nécessité de survie face à l'incompétence et à la cupidité des directions.

"La force de l'ouvrier, c'est qu'il tient tout entre ses mains. S'il s'arrête, le monde s'arrête."

Appel aux travailleurs de l'Allier

Nous ne gagnerons rien par la supplication auprès des élus locaux ou des ministres de passage. Nous ne gagnerons que par le rapport de force pur et simple. La CNT-AIT 03 invite tous les travailleurs de Bosch et des entreprises sous-traitantes à se réunir, à s'organiser de manière horizontale, sans chefs ni permanents, pour préparer une riposte qui fera date. **Contre la violence patronale : Solidarité, Autonomie, Action Directe !**

initiative.03@cnt-ait.info

« J'ai 50 ans et le monde du travail ne me veut pas ! »

Depuis plus de 30 ans, j'agis dans le sanitaire et social comme Conseillère en Insertion Professionnelle, Éducatrice Spécialisée, Médiatrice éducative et culturelle et Chargée de Formation ; études en Psychologie et dans le domaine de la Formation. Master 1 en Psychologie Sociale des organisations et du Travail et Master 2 en Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation option Ingénierie de l'accompagnement et de l'inclusion.

Issue d'une famille ouvrière, j'ai dû réaliser des petits boulots pour financer mes études jusqu'à distribuer des prospectus aux feux rouges. Je suis adhérente à diverses associations qui traitent du Handicap étant moi-même en situation de Handicap ; je participe à des ateliers sur les violences systémiques et sexistes faites aux femmes, actuellement demandeuse d'emploi.

Cet article, ci-dessous, fait suite à une étude de sociologie clinique que j'ai réalisée dans le cadre de mon Master 2 MEEF en 2022 / 2023 sur le sens de l'accompagnement professionnel et social des mères isolées dans le(s) dispositif(s) Revenu de Solidarité Active. J'ai interviewé 4 mères isolées qui perçoivent le RSA depuis plus de 10 années.

L'accompagnement social actuel dans ses formes et objectifs, loin de servir l'humain, le domine jusqu'à le rendre invisible ; il faut qu'il rentre dans des cases. Fin de la relation humaine broyée par la techno-sphère. Cet accompagnement reste marqué par les préjugés sexistes sous le signe du patriarcat. La femme isolée reste stigmatisée et France travail reste agent d'une politique néolibérale assumée.

Travail Social : Solidarité ? Accompagnement des femmes isolées : le faire-semblant qui pérennise inégalités, injustices et violences symboliques.

La situation de monoparentalité peut amener des mères à connaître une précarité financière et relationnelle, surtout dans les familles dites traditionnelles. Bien que les politiques aient essayé de répondre à cette précarité avec l'instauration de l'Allocation Parent Isolé en 1976 puis avec celle du RSA, en 2009, les mères isolées subissent une position « d'exclues » en ce qui concerne le marché de l'emploi qui peut aboutir progressivement à une désaffiliation. Travailler et élever seule ses enfants relèvent d'un parcours de combattante, un parcours à bout de souffle. C'est pourquoi, certaines ont fait un choix plus ou moins subi de bénéficier des allocations RSA pour éduquer leurs enfants sans travailler.

L'existence de « trappes à inactivité » met l'accent sur cette situation où les mères isolées déclarent être volontairement en inactivité à cause des difficultés de garde et de mobilité. L'objectif du dispositif RSA est de lutter contre l'exclusion des personnes démunies et les « trappes à inactivité ». L'accès au travail est ainsi vecteur d'insertion. Cependant, la récession économique, le taux élevé du chômage féminin et une précarisation des emplois n'ont pas permis aux politiques en place d'atteindre cet objectif. La Cour des Comptes en 2021 déclare une augmentation des allocataires du RSA depuis sa création et l'inefficacité du dispositif sur le taux de retour à l'emploi de ces derniers.

Le nombre de mères isolées dans le dispositif est important par rapport aux hommes dans la même situation. Dans son objectif d'insertion, le dispositif met en priorité l'accompagnement à l'emploi pour ces mères quand leur dernier enfant a atteint l'âge des trois ans, afin d'éviter une « possible carrière » dans l'assistantat. L'important est de les mobiliser sur un retour à l'emploi futur. L'accompagnement y est central.

L'accompagnement dans le dispositif RSA fait référence aux notions de « projet », « insertion ». Deux notions floues en termes de

définition, qui ne prennent pas les mêmes valeurs selon les contextes économiques et les enjeux politiques. La question de l'accompagnement s'appuie sur des multitudes de concepts qui se croisent, s'entrechoquent et ne peuvent produire une définition lisse. Les dispositifs d'insertion priorisent l'accompagnement au projet. Certains y voient la mise en œuvre d'un projet « balistique » qui s'échelonne sur plusieurs étapes où l'allocataire, par cette quête incessante pour retrouver un emploi, doit de manière autonome et responsable trouver des solutions d'insertion tel « un entrepreneur de soi-même ».

Le caractère obligatoire dans cet accompagnement amène des difficultés pour ces mères isolées. L'accès à un travail qui souvent est peu qualifié (avec des conditions de travail pénibles) peut sembler laborieux du fait « d'être cheffe de famille ». Le financement de l'allocation est donné en échange de leur bonne volonté à retravailler. Cette logique sexuée de réciprocité s'oriente de plus en plus sur un principe méritocratique au détriment de celui de la solidarité.

L'important dans cet accompagnement est que ces mères isolées aient un projet. Mais, comment se projeter dans un emploi quand les conditions de subsistances sont précaires ? L'injonction au projet impute la responsabilité à ces mères, elle oblige ces dernières à faire l'expérience douloureuse de l'échec, de les entraîner à une solitude absolue et une sorte de disqualification. La mère isolée, allocataire du RSA, est aux prises d'un présent insécurisant, d'une anticipation d'un futur considéré comme menaçant. Le RSA équivaut à une survie matérielle.

Quelle est la place de l'accompagnement dans ces conditions de précarité de ces mères isolées ? Quel sens ces mères isolées ont-elles de l'accompagnement par rapport à leur vécu, leur expérience. Les dispositifs d'insertion, ces derniers tels qu'ils sont pratiqués ne permettent pas à ces mères isolées de s'engager dans un collectif avec

6 ● ● ● ● Monde du travail ●

pour objectif l'emploi. L'insertion sociale y est plus priorisée que celle professionnelle, considérant les publics précaires comme des « objets qu'il faut soigner ».

Pour comprendre le sens de l'accompagnement des mères isolées, il faut une approche psychologique qui permet de comprendre la singularité de chaque mère isolée et leur représentation de leur accompagnement. La construction de cette représentation est façonnée par les valeurs, les contextes physiques, psychologiques et culturels de l'individu. La vérité est celle de l'acteur concerné au moment de l'accompagnement. L'accompagnement suppose un accompagnant et un accompagné. La relation y est nécessaire et essentielle dans la construction de sens dans l'accompagnement. Elle ne doit pas se réduire à un cadre formaté dans lequel autrui est assimilé à un objet de soin.

En se déplaçant sur la position du professionnel d'insertion, la mère isolée en tant que sujet peut se questionner, prendre conscience des diverses idéologies et sources d'influences sociales auxquelles elle est exposée, les re-signifier et se les réapproprier.

Alors, se pose ici la question du sens de l'expérience. Pour ce faire, redonnons la parole à ces mères isolées. Finalement, les témoignages des quatre volontaires, bien que différents, présentent des convergences sur leurs parcours personnel et professionnel. Leur expérience dans le dispositif montre que toutes les quatre ont vécu des ruptures conjugales qui les ont fragilisées et ont causé une précarité, qui les ont fait entrer dans le dispositif RSA. Elles témoignent de situations, vécues comme stigmatisantes, de leur statut de « mère isolée » autant de la part des institutions que de la société en général. Leurs témoignages révèlent qu'elles sont en position « d'exclues » face au marché de l'emploi par rapport à leur situation et qu'elles vivent une insécurité sociale.

Elles témoignent de la rigidité et de l'injonction, présentes dans l'accompagnement. Ce dernier est perçu comme trop procédurier avec la contractualisation du projet d'insertion tous les trois mois. Les activités proposées sont, pour elles, inutiles, sans objectifs voire occupationnelles. Ces mères n'ont pas de projets d'emploi concrets du fait, d'une part d'un présent vécu comme précaire financièrement, d'un futur insécurisant et d'autre part, d'un manque de propositions d'emploi, de formations, d'informations de la part de leur Conseiller d'Insertion.

Tout de même, pour continuer à bénéficier de l'allocation RSA, certaines font de temps en temps quelques missions d'emploi. Certaines disent être satisfaites de leur accompagnement car ce dernier leur laisse le temps de réaliser des activités culturelles et sociales dans des associations. Cela leur permet d'avoir un équilibre psychologique en cherchant du soutien dans des lieux associatifs pour créer du lien social. Ainsi, cet accompagnement prend alors sens pour elles à ce niveau.

La divergence sur le sens de l'expérience de l'accompagnement se situe sur le témoignage d'une mère volontaire. Cette dernière a un

accompagnement à l'emploi réalisé par une association d'insertion. Son témoignage sur l'accompagnement, révèle des notions de réciprocité, de contrat mutuel, de responsabilité et de lien social. Elle trouve l'accompagnement soutenant et efficace lui permettant d'avoir confiance en ses compétences. Ce témoignage montre l'accent mis dans son pouvoir d'agir, où la notion de projet a toute sa place. Cette mère souligne le fait d'être écoutée et entendue par son Conseiller. Elle a le sentiment d'être comprise, l'accompagnement est considéré comme plus concret et humain. La personne, alors socialisée, est restaurée dans sa dignité humaine

Pour conclure, les accompagnements institutionnels ne répondent pas aux désirs d'émancipation, de création et de développement de ces mères isolées. Leur accompagnement « prêt-à-porter » et linéaire ne peut répondre aux situations personnelles de chacune. Celles-ci ont le sentiment d'être encore plus isolées et stigmatisées. L'omniprésente injonction de retrouver un emploi, à n'importe quel prix, n'a pas de sens pour elles et laisse un sentiment d'incompréhension. Cet

accompagnement institutionnel n'est pas soutenant, il

**l'allocataire, par cette
quête incessante pour
retrouver un emploi,
doit de manière
autonome et
responsable trouver
des solutions
d'insertion tel « un
entrepreneur de soi-
même ».**

répond seulement à des injonctions : pas de recherche d'emploi, pas d'allocation. Le travail comme seul émancipation financière. Certaines théories mettent le travail comme seul vecteur de socialisation et de bien-être. Le travail constitue, au sein des sociétés occidentales, une dimension centrale pour l'individu et, par conséquent, la privation d'emploi est une privation absolue.

En d'autres mots, outre les aspects financiers, l'individu se trouve démuné de diverses ressources psychologiques qui font son quotidien lorsqu'il est dans ce type d'accompagnement: son temps devient sans structure, ses activités sans objet, ses contacts sociaux sans interlocuteurs, sa vie sans but collectif et son statut social sans assise. Pour répondre à ce non-sens, ces mères isolées créent un monde des possibles où elles ont le sentiment d'exister. L'absence d'emploi ne signifie pas forcément l'absence de toute activité et que, d'autre part, le maintien d'un certain niveau d'activité peut contribuer à la protection de la santé mentale des individus sans emploi.

On peut faire l'hypothèse que seules les activités qui permettent à l'individu de devenir l'auteur d'actions qui ont du sens pour lui, sous-tendent un niveau d'ajustement personnel élevé, susceptible de compenser l'absence d'emploi. Plus précisément, l'activité doit, pour favoriser le fonctionnement social et le bien-être des individus, permettre à ceux-ci de répondre aux aspirations intrinsèques de développement personnel, de construction des relations sociales satisfaisantes et de contribution à la société. La notion de projet de vie est essentielle pour ces mères isolées, elle leur permet de « tenir », d'être auteurs de leur existence. Un accompagnement devrait se réaliser dans cette optique, non d'acteur mais d'auteur, et prendre en considération l'univers des multiples « d'être » de la personne que l'on souhaite accompagner dans une marche mutuelle. Alors on pourra parler de Solidarité!

Contre le salariat, et la religion du travail !

Notre cher président de la République adoré avait dit, un jour, il y a déjà quelques années, qu'il contestait le mot pénibilité au travail, car ça donnerait l'idée que le travail serait pénible. Plus tard, l'un de ses gouvernements adopta en force, au mépris de l'opinion générale le report à un âge plus avancé du départ à la retraite. Au mépris total de ces feignasses d'ouvriers du BTP, de l'industrie ou de l'agriculture, pour qui cela signifie clairement le très grand risque de partir directement du boulot au cimetière sans passer par la case repos.

Mais qu'à cela ne tienne, il paraît que les ouvriers sont minoritaires dans ce pays, où les chiffres varient selon les sociologues à la con, hé oui cela va de 8% à 25 %, comme si le nombre de personnes qui exercent des métiers d'ouvriers pénibles avaient une si grande importance que ça. Généralement, les gens qui ont des métiers de ce genre, commencent tôt leur carrière, et sont payés chichement, et les 35 h sont plutôt une aubaine qui limite l'usure physique, en tout cas un peu moins rapidement qu'avec les 39 h.

Ceux qui parlent de travail sans arrêt dans les sphères du pouvoir et de la bourgeoisie en général, ce sont les mêmes qui comptent nous faire suer le burnous, en gelant voire réduire nos salaires, à coup de 12h/jour, comme au bon vieux temps de la « révolution industrielle » en 1850-1900.

Quant à nous, nous n'avons ni propriété, ni business pour faire de l'argent, du coup nous sommes obligés de vendre notre force de travail à quelqu'un. Nous ne travaillons pas parce qu'on en a envie, nous travaillons parce que nous n'avons pas d'autres moyens de gagner de l'argent pour simplement survivre.

Ce qu'on gagne au boulot, c'est à peine assez d'argent pour pouvoir se payer la bouffe, le loyer, les factures, la bière et la PlayStation... Et assez peu, pour qu'on retourne au boulot sans rechigner.

La seule chose pire que le boulot, c'est justement de ne pas en avoir. Quand il y a des aides sociales, c'est la galère pour en avoir, et ce n'est pas autant qu'un salaire. Le chômage qui plane comme une menace permanente nous pousse à aller au boulot, tous les jours. C'est sur notre travail que se construit cette société.

Nos conditions de vie et nos activités quotidiennes de survie se nomment salariat ou travail salarié. Les débuts du salariat, à l'aube de la révolution industrielle, furent loin d'être paisibles. Au nom de la liberté, la bourgeoisie avait contraint la majorité à se séparer des moyens de production assurant leur existence. Séparés de leurs outils, les petits producteurs n'avaient que la liberté de mourir de faim, bien avant d'acquiescer la liberté politique, particulièrement en Angleterre. Ceux qui perdaient tout au nom de cette prétendue liberté se transformaient en vagabonds.

Pour exproprier les petits producteurs et paysans, la bourgeoisie devait

les convaincre. C'est par la terreur que cela se fit : expropriés de force par les nouveaux seigneurs, ils durent se livrer aux industries des villes. La bourgeoisie inculqua alors à cette nouvelle classe de travailleurs l'amour de la liberté et du travail à coups de trique. La fameuse liberté du travail se doubla d'une interdiction d'être oisif, avec des prisons prévues à cet effet. La résistance de ces gens, qui refusaient de se laisser rythmer leur vie par les cadences du travail, fut brisée à plusieurs reprises par des milliers de pendaisons opérées un peu partout en Europe (1).

Au travail, on est à la merci des patrons et des intérêts financiers. Une main invisible impose nos horaires et une régularité monotone qui empiète sur notre vie personnelle. On n'a aucun contrôle.

Quand certains collègues me disent, si je ne suis pas content, pourquoi je ne démissionne pas, comme si c'était une réelle liberté autre que celle d'aller se faire exploiter ailleurs... Quand des capitalistes convainquent des prolétaires que le travail c'est la liberté, alors que nous n'avons jamais notre mot à dire dans un lieu de travail qui est tout sauf démocratique et à l'écoute... Ces collègues ont complètement assimilé la propagande bourgeoise.

Le travail est vécu différemment selon sa position. Tout oppose patrons et ouvriers, dans une lutte permanente.

Le libre-échange marchand, imposé par la force, a aujourd'hui atteint le cerveau de mes collègues, complètement aliénés. Boulot, heures sup à n'en plus finir, parfois obligatoires, 2X8, 3X8, travail de nuit, fatigue... On bosse comme des damnés, à coup de pieds au cul, le LEAN management (2) qui impose la cadence, toujours au taquet, et surtout, jamais la moindre solidarité dans notre misère quotidienne.

Aucun parti bourgeois, ni ouvrier, aucune fraction du capitalisme, de droite ou de gauche, ne remet en question la soi-disant « liberté du travail ». Le stalinisme, inventeur du Stakhanovisme, repris dans le monde entier, y compris aux USA avec le culte de l'employé du mois, témoigne de cette logique. Être récompensé pour avoir fait gagner de l'argent à l'entreprise, voilà leur définition de la liberté : n'être plus qu'un simple vendeur de sa force de travail. Tout ceci n'est qu'un outil à la disposition des différentes bourgeoisies. On nous exploite pour la productivité. On n'a pas voix au chapitre, sinon les négociations NAO pour mendier des miettes via un syndicat complice. L'égalité n'existe pas. La négociation est impossible. Seule la grève nous fait entendre.

Nos patrons, au soir, réinvestissent les fruits de notre labeur pour gonfler leurs affaires. Nous sommes une pièce de ce qu'ils possèdent et vendent. Le salariat : c'est le capital ! La bourgeoisie, maîtresse des gouvernements, des médias, des écoles, des prisons, des services sociaux, de la police, des journaux et de la télévision, nous impose sa vision du monde. L'école façonne des cohortes de diplômés ou d'exclus, tous destinés à une tâche précise. Ne nous y trompons pas, ce que nous faisons pour survivre définit implacablement notre place dans la société.

Le travail est vécu différemment selon sa position. Tout oppose patrons

8●●●●●Monde du travail●

et ouvriers, dans une lutte permanente.

Plus la vie est chère, plus il faut travailler pour payer la nourriture, les transports, l'essence. Pour survivre, on se confronte chaque jour à un monde en mutation. Toutes nos activités tendent à devenir aliénantes, du ménage aux devoirs des enfants, en passant par les sorties entre amis ou le sport. La société est fondée sur le travail. Le niveau des salaires, des bénéfices, les conditions de travail, la politique du gouvernement, l'art et la technologie sont définis par la lutte des classes.

Ils nous dressent les uns contre les autres, mais nous pouvons nous unir contre eux. Quand nous luttons pour nos intérêts, d'autres doivent faire de même. Nos préjugés s'évanouissent et notre colère se tourne vers la source du problème. La lutte pour nos intérêts est le point de départ pour saper les fondements du capitalisme. **Ne soyons pas dupes des scélérats sociaux-démocrates qui nous méprisent, inventant de nouveaux concepts en remplaçant "prolétariat" par "peuple", un terme dénué de sens. Le peuple est l'opposé du prolétariat. Une fois au gouvernement, les politiciens radicaux ou d'origine ouvrière ne valent plus rien. Un parti représentant la classe ouvrière est une contradiction. Il peut seulement offrir une représentation politique, permettant à ses représentants de suggérer aux patrons comment mieux diriger la société et faire de l'argent tout en nous contrôlant.**

Il ne sera plus indispensable de remplacer tout ce qui peut être acheté ou vendu, une fois qu'il n'y aura plus besoin de mesurer le temps de travail requis pour fabriquer ces marchandises.

Le salariat est le paiement d'un service précis contre rétribution, et sur ce point le salariat est une forme de prostitution pas si éloignée que ça de la prostitution sexuelle, c'est même l'une des formes de prostitution la plus répandue au monde, et acceptée par la plupart d'entre nous.

Ce qu'il faut bien comprendre c'est qu'un employeur ne vous donne jamais à manger, contrairement à une idée reçue qui circule parmi les patrons et dans la télé-poubelle. En effet un patron ne donne jamais à manger à ses ouvriers, puisqu'il doit payer leur services, pour pouvoir créer des marchandises et réaliser des profits. Un patron, s'il avait la possibilité de payer ses ouvriers 0 centimes, il le ferait, parce que pour lui payer un salaire est un investissement comme un autre.

Tout le temps que nous passons au boulot ne fait pas vraiment partie de



nos vie, c'est du temps passé contrôlé par les employeurs, les managers et autres types de cadres dirigeants, c'est du temps pour fabriquer des objets ou produire des services, ou faire acheter ces objets et services par des particuliers ou des entreprises, pour faire faire des bénéfices à la personne (ou au groupe de personnes si ce sont des actionnaires) qui nous emploie. Nous vendons notre temps et notre énergie, afin d'acheter des choses dont nous avons besoin pour survivre. Et nous les prolétaires sommes là, dans cette société pour acheter ou/et vendre, pour pouvoir faire fonctionner le marché. Objectivement nous sommes tous des rouages du capitalisme puisque nous participons de gré ou de force à notre propre exploitation. Pour finir presque toutes les activités de la société dans laquelle nous vivons sont reliées au système capitaliste et au salariat, que ce soit dans nos loisirs, la télé, notre temps de repos, nos vacances, l'école pour les enfants qui sert avant toute chose, à créer des futurs travailleurs, et pas tellement un lieu d'émancipation, de formation à l'esprit critique et de culture comme voudrait faire croire la légende.

Le travail salarié, c'est le capital avant toute chose, et quasiment tout dans nos sociétés tourne autour de ça.

(1) - voir le documentaire de la chaîne tv ARTE "le temps des ouvriers"

(2) - Sur les ravages du Lean management, cf. LEAN management et toyotisme, où l'esclavage moderne et scientifique, COMITE D'USINE, numéro 4, <https://cnt-ait.info/2024/12/17/comite-dusine4>



Spanien links 1936
(gauche espagnole)



Spanien rechts 1936
(droite espagnole)

MÉCACHROME : les ouvriers du site de Toulouse solidaires des ouvriers du site de Tunisie.

Mécachrome est une entreprise de métallurgie qui travaille pour le secteur aéronautique. Elle dispose de sites dans différents pays, en France, au Maroc, en Tunisie et au Canada. Fin décembre, les salariés du site de Fouchana en Tunisie ont décidé de s'organiser pour se faire entendre et porter leurs revendications, somme toute classiques et légitimes en matière de salaires et de conditions de travail. Ils ont décidé de créer une section syndicale de l'UGTT, le principal syndicat Tunisien, qui est loin d'être révolutionnaire. Mais c'est déjà trop pour la direction de Mécachrome qui n'aime pas trop les syndicats - sauf quand ce sont des syndicats-maisons comme FO en France.

Ici le code du travail et les "bonnes manières démocratiques" empêchent les patrons de mettre en pratique le fond de leur pensée ... (même s'il leur arrive de l'exprimer comme par exemple lors des vœux du Directeur de Mécachrome Toulouse au personnel cette année qui a dit texto à propos des syndicalistes "qui empêchent les autres de travailler, je ne suis pas contre des coups de boule ... et je n'hésiterai pas à le refaire ...") Mais en Tunisie où règne depuis plus d'un an maintenant le petit dictateur Kaïs Saïed - ancien prof de droit qui fait exploser toute la mascarade de la légalité - les patrons se sentent libres de donner libre cours à leur volonté de se débarrasser des travailleurs rebelles. À peine la section syndicale de base de Mécachrome Fouchana était-elle créée et appelait-elle à la grève, qu'immédiatement les principaux animateurs étaient licenciés.

Depuis, la résistance ouvrière s'organise. Les travailleurs licenciés se battent pour leur réintégration. Ils peuvent compter sur le soutien de certains des travailleurs de Mécachrome en France, car ils savent que demain cela pourrait être eux qui feront les frais de la furie antisyndicale des patrons de la boîte. Une attaque contre un d'entre nous est une attaque contre tous ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Lettre de soutien aux compagnons tunisiens de Mécachrome Fouchana licenciés pour avoir fait grève et avoir organisé une section syndicale

Chers Compagnes, Chers Compagnons,

Nous avons été informés de votre situation par des travailleurs de Mécachrome, du site de Launaguet en France. Nous sommes le syndicat CNT-AIT (section en France de l'Association Internationale des Travailleurs).

C'est avec stupéfaction et colère que nous avons appris votre licenciement suite à l'organisation de votre grève sur le site de Mécachrome à Fouchana. Nous vous apportons toute notre solidarité dans votre combat face à la direction qui a refusé catégoriquement de reconnaître la création de votre section syndicale, pourtant constituée dans la légalité la plus légale de l'État tunisien.

Nous avons également appris le refus catégorique de la direction de prendre en compte toutes vos revendications, pourtant légitimes. Les accusations de la direction, qui prétend que vous avez bloqué l'entrée du site aux non-grévistes, sont scandaleuses ! Il est évident que la direction a licencié arbitrairement des travailleurs combattifs sur de fausses accusations. Les ouvriers ne sont pas des objets usés que l'on peut jeter aux ordures sans plus d'attention que ça.

Ne vous laissez pas intimider par cette direction, qui a voulu faire de vous un exemple pour tous les travailleurs de tous les sites Mécachrome qui existent à travers le monde. La Direction cherche à briser toutes les tentatives de solidarité entre travailleurs, pour pouvoir continuer à faire des bénéfices sans s'embarrasser des conditions de travail, de sécurité et d'augmentation de salaire pour chaque travailleur de Mécachrome qu'ils soient en Tunisie, Maroc, France et Canada...

Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre tous !

Le syndicat CNT-AIT de Toulouse condamne avec la plus grande fermeté cette attaque gravissime contre les travailleurs qui tentent de s'organiser et de se défendre, pour des meilleures conditions de travail, de sécurité et une augmentation des salaires qui sont des revendications légitimes et dignes.

La solidarité ouvrière n'a pas de frontières. Ensemble, nous sommes plus forts face à l'injustice et à la répression. Notre syndicat apporte le soutien le plus total aux travailleurs licenciés ainsi qu'à l'UGTT Mécachrome Tunisie.

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Les militantes et militants de la CNT-AIT



L'esclavage moderne et le techno-féodalisme

Nous travaillons gratuitement et nous sommes exploités, même loin des usines et des chaînes de production. Tous les articles que nous publions, les « likes », les partages, les vidéos que nous regardons produisent de la valeur. Mais cette valeur ne nous revient jamais : elle est aspirée, analysée et transformée en profit par des plateformes comme Facebook, TikTok ou Instagram. Nous alimentons la machine, et la machine s'enrichit sur notre dos et accroît le capital d'un capitaliste, sans aucun retour pour nous.

Le techno-féodalisme ne se limite pas à ces plateformes : il s'infiltré dans tous les objets que nous possédons. Prenons l'exemple de la voiture connectée : on l'achète, on la paie, et elle collecte en permanence nos données d'usage — trajets, comportements, habitudes, consommation de carburant, vitesse, localisation. Ces informations, que nous produisons par notre activité quotidienne, sont confisquées, revendues et transformées en profit par des corporations qui ne nous doivent rien. Nous sommes dépouillés à l'achat comme dans l'usage, exactement comme le prolétaire qui l'a fabriquée.

Le smartphone n'échappe pas à cette logique : il ne nous appartient pas réellement. Chaque application installée, tous les clics, tous les messages envoyés, chaque interaction sociale, sont captés et transformés en ressource pour enrichir des corporations capitalistes. Nos données personnelles, nos comportements, nos préférences, notre santé, nos relations : tout devient marchandise.

La privatisation de nos libertés va encore plus loin : les technologies connectées façonnent nos comportements et nos désirs. Les algorithmes féodaux analysent nos interactions pour déterminer ce qui

nous attire, nous influence, nous pousse à consommer et à reproduire des habitudes qui maximisent la plus-value des corporations. Même nos relations sociales deviennent un terrain d'exploitation : likes, partages, commentaires, photos, vidéos, tout est transformé en capitalisation privée des données.

D'autres objets connectés, montres, enceintes, assistants vocaux suivent la même logique. Les montres connectées enregistrent nos rythmes cardiaques et notre sommeil, les enceintes écoutent en permanence nos conversations, et les applications de navigation enregistrent chaque déplacement. Tout cela est collecté, analysé et capitalisé. Nous croyons posséder ces outils, mais en réalité nous ne sommes que des sujets captifs.

Le techno-capitalisme privatise notre existence entière : il transforme nos gestes, nos émotions, nos vies en plus-value. Il nous fait croire à la liberté et à la modernité, alors qu'il nous surveille, nous manipule et nous dépouille. Nous produisons des richesses pour la bourgeoisie, et nous payons pour que cela se poursuive.

Ce système ne repose pas sur un consentement réel, mais sur une illusion de liberté et de contrôle. La véritable autonomie disparaît sous la domination du capital numérique. Dans ce monde, utiliser un smartphone, une voiture connectée ou tout autre objet numérique, c'est accepter d'être à la fois producteur, consommateur et esclave d'un capitalisme qui exploite la vie entière.

Pour mettre fin à cet asservissement, nous devons procéder à la socialisation des moyens de production et à l'abolition du système monétaire par la révolution sociale.

Les post-anarchistes, en mode défense nationaliste et pro-guerre, se multiplient.

Voici encore un phénomène inquiétant : le « national-anarchisme ». Des individus se revendiquant anarchistes qui, sous couvert d'« anti-impérialisme », justifient l'entrée en guerre pour défendre une prétendue agression extérieure. En réalité, ils défendent l'État-nation, exactement comme de vulgaires réactionnaires.

Rappel élémentaire : toute personne qui revendique la guerre, la mobilisation nationale ou la défense d'un territoire étatique n'est pas anarchiste. C'est une contradiction totale. Ce courant n'a rien de libertaire ; il s'inscrit pleinement dans le roman national et relève historiquement et idéologiquement de l'extrême droite.

Présenter la guerre comme une « auto-défense populaire », alors qu'elle sert objectivement les intérêts de la bourgeoisie, des élites militaires et des appareils étatiques, est une imposture. Se battre sous les drapeaux, s'aligner avec des forces nationalistes ou fascistes,

légitimer l'union sacrée au nom d'un ennemi extérieur : tout cela relève de la logique étatique la plus classique.

L'anarchisme ne choisit pas entre deux impérialismes, ne bénit aucun front, ne sacralise aucune frontière. Il refuse la guerre des États parce qu'elle est toujours menée contre les populations, jamais pour elles. Transformer la soumission à l'État en vertu révolutionnaire est une falsification pure et simple. Appeler cela de l'anarchisme est une foutaise.

Le délire de ces individus est tout aussi grotesque que dangereux. Ils pleurent ensuite les morts qu'ils ont eux-mêmes contribué à produire, tout en appelant à la guerre, à la mobilisation et au sacrifice. Inciter à la mort au nom d'une cause prétendument libertaire relève d'un crime : la négation totale de la vie, de l'autonomie et de la solidarité.

Leur justification est encore plus cynique lorsqu'ils invoquent une soi-disant « libération Queer ». Beaucoup de ces personnes s'en

réclament, tout en acceptant, voire en soutenant des régimes, des armées ou des mouvements profondément discriminatoires. Ils veulent être « libérés » à l'intérieur de systèmes excluants, autoritaires et violents, tant que leur étiquette identitaire est tolérée ou instrumentalisée.

C'est là toute la supercherie : remplacer l'émancipation collective par un marché identitaire, où l'on négocie ses droits avec l'État, l'armée ou la nation. Aucune libération n'est possible dans un cadre qui repose sur l'oppression, la hiérarchie sociale et l'exclusion. On ne se libère pas sous des bombes, ni aux côtés de bourreaux, ni au prix du sang des autres.

Ce qu'ils proposent n'est ni une libération, ni une lutte, ni une rupture. C'est une intégration forcée dans la tuerie de masse repeinte en discours radical. Une mascarade réactionnaire, incompatible avec toute idée d'anarchie. Voilà la déchéance de ces post-anarchistes adhérents au national anarchisme (idéologie d'extrême droite).

Ni post-anarchisme, Ni frontière, Ni État, pour l'Anarchosyndicalisme, pour le socialisme libertaire !

À propos des Classes de Défense et de Sécurité Globale.

La re-militarisation des esprits bat son plein, c'est de circonstance... Si les Classes de défense et de sécurité globale n'en sont pas l'avatar le plus récent (le protocole a été créé en 2005), elles connaissent ces dernières années une expansion redoutable.

Nous ne nous lamenterons pas ici sur un sort fait au caractère prétendument pleinement émancipateur de l'école, tant nous avons pu observer qu'elle n'a jamais quitté son rôle d'organe de reproduction des classes sociales, de préparation à la division du travail intellectuel/manuel, et de soumission des individus à l'ordre étatique. Et ce quel que soit le développement d'une classe moyenne et d'un prolétariat élargi mieux éduqués, corollaire d'un capitalisme avancé nécessitant mobilité sociale et illusions démocratiques, afin d'assurer la fluidité de la circulation marchande.

En tout état de cause, on ne peut que constater que les directives éducatives répondent à un certain nombre d'équilibres reflétant les prérogatives du capital et du maintien de l'ordre social, selon les nécessités de l'époque, et qu'avec « les besoins de la défense » actuels, l'école républicaine renoue à travers le protocole des CDSG avec l'esprit militariste de son lointain parent J Ferry, qui ne pouvait être plus clair sur le fait que le bon citoyen éduqué devait être, par le même effet, un bon petit soldat : « L'instituteur prussien a fait la victoire de sa patrie, l'instituteur de la République préparera la revanche. » (1)

Que sont donc ces fameuses CDSG, et comment fonctionnent elles ? Le trinôme académique Éducation Nationale, Armées, Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) permet à des classes de collèges et de lycées d'être parrainées par une entité du ministère des armées (Classes de défense, avec les militaires), ou d'un autre ministère (Sécurité Globale, avec les flics, les pompiers, les CRS...). Comme relevé sur le site de l'Académie de Nantes, « un triple objectif » est annoncé : « contribuer à la cohésion nationale, promouvoir l'esprit

de défense et garantir l'attractivité des métiers des armées. » « Les temps d'échanges avec l'unité militaire favorisent la transmission des valeurs républicaines, la culture de l'engagement et le sentiment d'appartenance à la communauté nationale » (<https://www.ac-nantes.fr/une-classe-defense-et-securite-globale-au-lycee-pablo-neruda-de-bouguenais-124399>)

Il s'agit donc d'une initiative de l'État pour promouvoir les forces de sécurité auprès de la jeunesse, une préparation idéologique de choix visant principalement à re-solidifier la sacro-sainte « cohésion nationale » et à amener éventuellement les élèves à choisir de rejoindre l'armée dès la fin du collège ou du lycée. Tout au long de l'année, les élèves

sont amenés à rencontrer des militaires ou des membres des « forces de l'ordre », visiter des installations, intégrer les valeurs nationales. Selon le projet pédagogique établi dans le cadre de ce partenariat et les fameuses « unités marraines », ils pourront participer à des activités aussi diverses que les classiques simulations d'exercice de tir et autres parcours du combattant, des activités mémorielles ou patrimoniales, et pour les chanceux, des activités musicales ou artistiques (avec des chorales ou fanfares militaires...). Piochés au hasard dans la Lettre des classes de défense n°20 du ministère des armées (mai juin 2025), voici quelques exemples édifiants : « Le lycée Louis Armand de Gleizé s'est vu remettre le drapeau de la première armée

[...]pour trois ans, les lycéens devront porter ce drapeau lors des cérémonies commémoratives pour faire vivre le souvenir de la première armée ». « En visite dans le camp de Souge, dans le cadre du partenariat avec le 13^e régiment de dragons parachutistes, les élèves du collège Aliénor d'Aquitaine ont pu se confronter à l'emblématique parcours d'audace et ainsi mieux cerner la devise du 13, « Au-delà du possible » » Les élèves du lycée Bouchardon ont quant à eux été « accueillis par le 27^e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, pour découvrir les spécificités du régiment » et profiter d'« une simulation de tir au Famas très appréciée »...



12 ●●●●● Politique ●

Plus de 1000 classes de ce genre existaient en France au premier trimestre 2025 (on en compte une vingtaine dans l'académie de Nantes, une quarantaine dans celle de Rennes). Selon le ministère de l'Éducation nationale, « les CDSG sont une priorité ministérielle, dont l'objectif est, à court terme, d'en doubler le nombre et couvrir tout le territoire national ». Dans un premier temps, elles s'adressaient particulièrement « aux établissements de l'éducation prioritaire ou implantés en milieu rural isolé », la jeunesse des classes les plus subalternes étant probablement considérée comme la plus prioritaire à discipliner....

Avec le rétablissement d'un service militaire volontaire (annonce de Macron du 27/11/25, mis officiellement en route le 12/01/26) - et à défaut d'étendre le Service National Universel (SNU)- les CDSG participent très clairement au panel de mesures contribuant à la militarisation des consciences.

Resserer un lien jugé trop distendu entre l'armée et la population, et en particulier sa fraction la plus jeune constitue de fait la priorité politique absolue de ces protocoles, en cohérence avec le plan « Ambition armée-jeunesse 2022 ».

Car s'il n'est pas encore question ici de conscription ni de service obligatoire, l'heure est définitivement à la mobilisation des esprits (la journée citoyenne a d'ailleurs été subtilement rebaptisée « journée de mobilisation »...).

Les déclarations du général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées, visiblement peu doué dans l'art de l'enrobage de la langue politicienne, au congrès des maires le 19/11/25 sont assez éclairantes en la matière : « Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal, pour protéger ce que l'on est », il faut « accepter de perdre nos enfants » et de « souffrir économiquement parce que les priorités iront à la production de défense » ... De manière moins abrupte, mais tout de même à grand renfort de langage patriotico-citoyen, célébrant les thématiques de l'engagement, du sacrifice, de la communauté nationale, l'État cherche, au travers des CDSG à reconstituer l'adhésion au récit nationaliste, préalable nécessaire à la soumission de sa population aux aventures guerrières en cours et aux autres désastres qui s'annoncent.

Voici donc ce que nous, anarchosindicalistes, nous permettons de dire en guise d'avertissement à l'usage des élèves qui verraient débarquer l'armée ou les condés dans leur établissement.

Collégien, Lycéen :

Quand il s'agit de « Promouvoir la cohésion nationale et l'esprit de défense » ... On souhaite en réalité te faire intégrer, bien jeune, ce vieux mythe dégueulasse, la patrie, qui consiste à faire croire à une population en sa communauté d'intérêt et de destin à l'intérieur de

frontières nationales, contre « ceux d'en face »; te faire accepter le climat guerrier croissant et les conséquences de l'économie de guerre et te préparer à celle-ci comme si c'était un phénomène malheureux, mais naturel, « simple accident régulier d'une géopolitique trop complexe pour que tu l'interrogues. »

S'ils veulent « te faire découvrir les métiers de l'armée » c'est pour mieux te donner la chance à toi aussi de devenir un jour flingueur assermenté, technicien très spécialisé de la mise à mort légale et éventuellement de crever au service de l'État, et que ton nom soit gravé sur un de ces monuments obscènes, sous l'épithète « Mort pour la patrie ».

Quand on parle de « T'éduquer à la citoyenneté », c'est pour mieux te persuader que la devise généreuse « Liberté Égalité Fraternité », gravée au frontispice de toutes nos institutions étatiques, n'est pas qu'une vaste blague, sans cesse démentie par le nécessaire maintien de la hiérarchie sociale, économique et politique du système capitaliste.

En outre, chez les militaires, tu découvriras vite que la Liberté est celle de se soumettre, l'Égalité se trouve dans la couleur des uniformes et la Fraternité s'éprouve dans le sang, contre ceux que l'on t'aura désignés comme ennemis. Et qu'en définitive, « L'ennemi enfin arrivé à nos portes », contre lequel on te presse de te dresser au nom de l'intérêt de la nation et de « nos » valeurs, n'est constitué que de tes semblables, frères et sœurs de classe, dressés peut être plus rapidement que toi par leurs propres dirigeants et selon une pareille leçon...

Collégien, Lycéen, nous te souhaitons un autre futur que celui qu'ils te préparent.

Nous sommes internationalistes, et ne reconnaissons donc aucune patrie ni aucune frontière, aucun État ni aucune organisation aspirant à le devenir, ni aucune division des populations au nom de fictions nationalistes, religieuses, ethniques ou culturelles. Nous pensons qu'en conséquence la seule solution est de lutter solidairement, entre travailleurs et travailleuses de toutes les régions du monde, au-delà des frontières qui nous sont imposées, contre tous ceux qui provoquent l'embrasement régulier de notre monde et nous propulsent de force dans des guerres fratricides. Les concurrences permanentes auxquelles se livrent les bourgeoisies par États ou blocs d'États interposés ne nous concernent pas !

La seule communauté que nous souhaitons réellement défendre et organiser est celle du genre humain, dans l'entraide et la solidarité pour qu'existe l'égalité politique, économique et sociale.

À bas toutes les armées ! Pour une véritable paix mondiale, préparons la révolution sociale !

- (1) J.-M. Mayeur, Les débuts de la IIIe République (1871-1898), Paris 1973, pp.114



Abstention active et abstention passive

Nous allons rentrer prochainement en phase électorale. En fait nous n'en sortons jamais vraiment : il y a une élection quasiment chaque année, qu'elle soit politique ou syndicale.

Les anarchistes, parce qu'ils refusent la logique de représentation et de délégation de pouvoir, boycottent toutes les élections représentatives et appellent à l'abstention. On note d'ailleurs que désormais la majorité des « citoyens » ne se déplace plus aux urnes, quelle que soit la nature de l'élection. Est-ce à dire qu'il y a une progression des idées anarchistes parmi la population ?

En fait, on peut dire qu'il y a deux types d'abstention : L'abstention passive et l'abstention active.

L'abstention passive se divise en plusieurs catégories.

- Les abstentionnistes résignés :

Ils ne se sentent pas concernés par la vie politique, Ils n'adhèrent généralement à aucun mouvement qu'il soit associatif, syndical ou politique. Mais ils ne sont globalement pas contre le fait d'être dominés par un pouvoir politique. Ils ne se considèrent pas comme abstentionnistes militants. Ils n'ont rien à voir avec la position anarchiste qui consiste à se passer du pouvoir.

- Les abstentionnistes « faute de mieux » :

Ils ne trouvent pas chaussure à leur pied et ils attendent le messie, pour pouvoir à leur tour mettre un bulletin dans l'urne. Ce sont des électeurs en mode pause. On trouve dans cette catégorie aussi les adeptes du « bulletin blanc », qui ne sont pas contre le système mais contre ceux qui nous représentent. En ce sens, ils ne sont pas non plus anarchistes, puisqu'ils s'accommoderaient bien du système représentatif si jamais il y avait les bonnes personnes selon eux.

- Les abstentionnistes égocentrés :

Ils préfèrent rester chez eux, laissant ainsi ceux qui votent décider pour eux. Ils regardent, généralement, d'un œil méprisant ceux qui perdent leur temps à se rendre aux urnes. Ils ne sont pas plus militants dans leur abstention que les deux cas précédant. Ils sont tout aussi critiques envers l'électeur qu'envers l'abstentionniste actif, dont souvent le combat les dépasse intellectuellement. Ils considèrent généralement le vote et l'abstention active comme une perte d'énergie inutile. Le seul militantisme qui les concerne, est celui du canapé et de leur petit confort personnel. S'ils savent critiquer les autres, ils ont du mal à se remettre en cause eux-même, préférant rester dans leur tour d'ivoire. L'abstentionniste « autocentré » ne comprend pas qu'un acte individuel puisse avoir un impact sur l'intérêt collectif, car il ne croit pas à la solidarité. On ne peut pas non plus les considérer comme des anarchistes, car l'anarchisme suppose un esprit critique y compris sur soi-même. Par ailleurs l'anarchiste place la solidarité comme une

valeur suprême : « un pour tous, tous pour un »

Reste donc l'abstention active, celle de l'objecteur ou objectrice électorale :

Elle ou il se reconnaît par le fait de faire de l'abstention un acte politique net, sans aucune ambiguïté quant à son objectif. Celui de détruire tout ce qui vise à hiérarchiser la population, créant ainsi un système de domination, sur la réflexion et l'action, dû au résultat des élections. L'abstentionniste actif sait que l'élu se sentira toujours supérieur à celui qui mettra un bulletin de vote dans l'urne. Par l'action individuelle, les abstentionnistes actifs visent un intérêt collectif.

L'abstention active est la seule position anarchiste crédible.

Pour approfondir la réflexion on peut lire les textes de la brochure : « Pour l'abstention » à télécharger en ligne ici : <https://cnt-ait.info/2021/06/21/pour-labstention> Version papier disponible contre 5 euros port inclus en écrivant à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE (en liquide ou par chèque à l'ordre de « la lettre du CDES »)



Affiches A2 disponibles (format A2), 5 euros les 10, 10 euros les 25 (port compris), chèques à l'ordre de CDES (mention "affiches) à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse ou par transfert bancaire (nous contacter contact@cnt-ait.info). Disponible également sous forme d'autocollants

par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles): 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires. Le catalogue du matériel disponible est téléchargeable en ligne : <https://cnt-ait.info/materiel>

Ce n'est pas les vaches qu'il faut abattre mais le virus Capitaliste et son vecteur, l'État !

Les Bordes sur Arize, 11 décembre 2025

Les médias rabâchent en boucle que face à la Dermatose nodulaire contagieuse (DNC) « il n'y a pas d'autre alternative » et que les mesures d'abattage total s'appuient sur des normes internationales fondées sur des études scientifiques.

C'est à la fois vrai et faux.

Il est vrai que c'est ce que recommandent les normes internationales (Code sanitaire des animaux terrestres de l'Organisation Mondiale de Santé Animale, OMSA, ex OIE), normes qui sont reprises dans la Réglementation Européenne, seule compétente en matière de règles vétérinaires dans les 27 États membres de l'Union Européenne.

Mais il faut bien avoir en tête que ces normes ne sont pas des normes sanitaires mais des normes COMMERCIALES. Le but des normes de l'OMSA (et donc de l'UE) n'est pas de protéger la santé des animaux mais de garantir la libre circulation internationale des animaux et de leurs produits. Ces normes sont définies dans le « Code sanitaire des animaux terrestres et aquatiques », dont le site de l'OMSA nous dit lui-même qu'il s'agit de « normes pour un commerce international sûr des animaux terrestres et aquatiques et de leurs produits ».

L'Organisation mondiale de la santé animale est l'une des trois « organisations sœurs » (avec le Codex Alimentarius de la FAO et la Convention International pour la Protection des Végétaux de la FAO) qui sont reconnues par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) pour établir des normes qui permettent de mettre des limites au principe de libre échange total des produits. Ces limites au commerce international sont définies dans l'accord SPS (Sanitary and Phytosanitary) de l'OMC qui « établit un cadre multilatéral de règles et disciplines pour orienter l'élaboration, l'adoption et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires afin de réduire au minimum leurs effets négatifs sur le commerce ».

Ces normes sanitaires ne visent donc pas à protéger la santé des animaux (ou des hommes) mais à s'assurer que les échanges internationaux de produits agricoles ou alimentaires se font sans distorsion de concurrence pour des motifs sanitaires. Car le nœud du problème en ce qui concerne la DNC se trouve dans une question économique et pas sanitaire : l'élevage bovin viande (allaitant) en France est organisé selon deux modèles économiques totalement différents. En temps de « paix sanitaire », ces modèles ne sont pas en compétition et cohabitent entre eux. Le modèle dominant est celui de l'élevage de jeunes animaux (brouards, animaux de 6 à 12 mois) qui sont ensuite envoyés en Italie où ils seront engraisés pour y être abattus. Ce marché représente plus de 1 milliards d'euros annuels d'export.

Le second modèle économique, minoritaire, est celui de l'engraissement en France, pour le marché local.

Le premier modèle est plutôt celui de grosses exploitations, localisées notamment en bourgogne (bovins de race charolaise), limousin

(limousine) et centre de la France (charolais et limousin). Le président de la Fédération Nationale Bovine (FNB, branche bovins viandes de la FNSEA) est un de ces gros producteurs dépendant de l'exportation de leurs brouards vers l'Italie.

Le second modèle est plutôt celui de petites exploitations, notamment dans le Sud-Ouest (Occitanie, Nouvelle Aquitaine), et ils ne sont pas tributaires des exportations de brouards.

L'irruption de la DNC fait que les exportations de brouards vers l'Italie ont été suspendues dans un premier temps et aujourd'hui plus ou moins restreintes selon les zones d'origine des animaux (zone indemne, zone restreinte ou zone vaccinale). La vaccination généralisée entraînerait aussi une entrave à l'export vers l'Italie, les régions italiennes qui ne sont pas affectés par la DNC refusant l'importation d'animaux vaccinés ou alors avec des conditions très complexes à respecter. Les deux modèles économiques qui cohabitaient jusque-là sont désormais antagonistes, l'intérêt des uns n'étant plus compatible avec celui des autres.

C'est exactement ce qui s'est passé avec l'influenza aviaire dans les filières volailles, où les intérêts de la filière poulet et ceux de la filière canard (foie gras) étaient antagonistes sur la question sanitaire. Les autorités n'accordaient de crédit et d'intérêt qu'à la filière poulet (et notamment LDC, premier producteur français et l'un des leaders européens). Il a fallu 10 ans d'abattages systématiques, et des indemnités record de 1 milliard d'euros en 2023 pour que l'État accepte d'envisager de changer de paradigme sanitaire en autorisant la vaccination (alors que les vaccins étaient techniquement prêts depuis plusieurs années et que des entreprises de vaccin françaises avaient fait des offres de production ...). Or il s'est avéré que ce changement de paradigme ne s'est pas accompagné d'une explosion d'influenza, au contraire... (Même s'il y a plus de cas cette année que les années précédentes, il y a un consensus aussi bien scientifique que professionnel que, sans campagne de vaccination, les dégâts seraient beaucoup plus importants).

La bataille des normes qui se joue aujourd'hui est en fait une bataille pour le modèle économique. Soit on privilégie le commerce international et transfrontalier, soit on privilégie l'économie localisée.

Le modèle économique dominant, celui du capitalisme libéral et globalisé, oblige à adopter des mesures qui passent par l'abattage total dans l'espoir d'enrayer la diffusion de la maladie et de circonscrire la maladie à certaines zones localisées. Donc, quand on entend des scientifiques dire « on n'a pas d'autres alternative », c'est vrai : dans le système économique capitaliste libéral, on n'a pas d'autre alternative.

Mais si on opte pour un autre système économique, la vaccination généralisée est aussi une solution scientifiquement possible. (L'argument de dire que, si on n'abat pas totalement, on risque de voir mourir demain 1,6 millions d'animaux du fait de la maladie, est vrai si on ne vaccine pas mais faux si on vaccine : la vaccination réduit la mortalité des animaux. Certains seraient certes porteurs du virus mais pas morbides au point d'en mourir.)

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Terre et Liberté, révoltes paysannes d'hier et d'aujourd'hui, Débat public, Samedi 4 avril, 14 h-20H, Salle commune de Sarp (65370)

la CNT-AIT vous invite à venir débattre de la situation de l'agriculture et de la question de l'autonomie alimentaire. Les débats seront ponctués d'interventions chantées par la Chorale de la Rojinegra.

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessités.

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT

<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>

L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéreseau : <https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi>

Ceci étant dit, même si on vaccinait totalement, on resterait dans le cadre d'un capitalisme localisé et souverain, mais qui ne changerait rien à la condition des éleveurs qui resteraient tributaires des entreprises d'abattage (le groupe Bigard notamment) et des entreprises de distribution alimentaire (seulement 5 distributeurs en France : Carrefour, Auchan, Leclerc, Intermarché, Super U) qui font le marché et les prix, étranglant les éleveurs qui sont pourtant ceux qui créent notre alimentation.

Déjà avant la DNC, le taux de suicide chez les agriculteurs et notamment les éleveurs de bovin viande était très élevé. C'est bien qu'il y a un problème systémique, que la DNC ne fait que mettre en lumière. Ce ne sont pas les vaches qui sont malades, c'est le système capitaliste qui est malade, capitalisme qui par sa recherche effrénée de profit fait se répandre les maladies au gré des routes commerciales, est la cause du réchauffement climatique qui entraîne diffusion de vecteurs de maladie, met en concurrence les agriculteurs qui rognent sur la biosécurité pour diminuer les charges de production, organise la délocalisation des productions de vaccins et médicaments, nécessaires à la santé des animaux et des humains et les réserve uniquement aux plus riches, etc. ...

Le vecteur de cette maladie mortelle du Capitalisme est l'État, qui lui sert d'instrument pour imposer son pouvoir, via les lois et tout son système répressif. Ce qui s'est passé aux Bordes sur Arize n'était pas une mesure sanitaire mais une démonstration de force de l'autorité de l'État. Il est évident que les éleveurs des Bordes sur Arize n'allaient pas prendre le maquis avec les 208 vaches à sacrifier. Il n'y avait pas besoin d'un tel déploiement de matériel militaire, sauf à ce que l'État veuille envoyer un message : il dispose du monopole de la violence et entend bien l'utiliser si besoin.

Si on veut vraiment protéger la santé des animaux, des plantes, des écosystèmes et des humains, ce ne sont pas les vaches qu'il faut abattre mais le capitalisme mortifère et son instrument de pouvoir qu'est l'État.

Pour compléter la réflexion, nous vous invitons à lire l'article " FNSEA – État français : La co-gestion, c'est l'abattage ! " écrit par un compagnon éleveur du finistère, Il est disponible en ligne <http://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article4607> et a été publié dans le journal de l'OCL, Courant ALternatif : OCL/Égrégoire, B.P. 81213, 51058 Reims Cedex.

Un vétérinaire rouge et noir

QUIZZ !!!

À quoi sert l'argent du crédit agricole ?

(1) à aider les agriculteurs à financer la transition agro écologique ou bien

(2) à financer l'achat d'arme par la junte birmane ?

Réponse : *le Crédit Agricole, la cinquième banque mondiale, qui pour en arriver là s'est engraisée comme un porc sur le suicide du surendettement du monde agricole Français, a investi près de 4 milliards d'euros notamment dans Bharat Electronics Limited (BEL), une entreprise publique d'armement indienne, mise en cause pour des ventes de matériel militaire à la junte birmane depuis le coup d'État de 2021, et qui est un partenaire de premier plan du groupe Thalès.*

<https://www.fidh.org/fr/regions/asia/myanmar/investir-dans-le-cartel-militaire-birman-que-finance-votre-banque>

SIVENS : Retour sur la ZAD, sa répression et sur un crime d'État.

La petite dernière des brochures publiées par la CNT-AIT revient sur la lutte de Sivens, qui s'est déroulée entre 2011 et 2016 dans une zone rurale du département du Tarn. Cette lutte entendait s'opposer à un projet de barrage et de constitution d'une réserve d'eau utilisable notamment pour l'irrigation de terres agricoles et le contrôle de l'étiage de la rivière locale, le Tescou.

Rapidement le projet rencontre une opposition d'habitants de la zone, qui dénoncent les conflits d'intérêts entre la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne et le conseil général du Tarn, le coût environnemental (destruction de la zone humide du Testet), le coût du projet, le faible nombre d'agriculteurs bénéficiant du barrage, ainsi qu'un moindre besoin en eau actuel par rapport à ce que les études montraient en 2001. [1]

Si l'opposition au projet a été initiée par des associations environnementalistes, avec leurs modalités classiques de mobilisation (pétition, recours administratifs et juridiques, actions symboliques telles que sit-in et grèves de la faim, ...), à partir de l'automne 2013, plusieurs militants décident de lancer une occupation pour s'opposer à la construction du barrage du Testet. Ils s'installent alors à proximité des premiers travaux relatifs au barrage et notamment de la construction d'une digue et de la zone de déforestation autour du Tescou.

Les militants de la CNT-AIT de Montauban et de Toulouse ont participé activement dès le début à la lutte, produisant autant des textes de mobilisation que des analyses de situation et des réflexions stratégiques, textes qui sont regroupés dans cette brochure.

Cette brochure vise à contribuer au débat sur les luttes pour le territoire, qui sont un terrain de lutte complexe et ambiguë. La brochure revient aussi sur la mort de Rémi Fraisse, tué lors de la manifestation du 26 octobre 2014 par une grenade de la gendarmerie.

« Mais alors si la mort de Rémi Fraisse n'est pas due au hasard, pourquoi Rémi Fraisse a-t-il été tué ?

Une analyse anarchiste transforme nécessairement la proposition interrogative "Pourquoi Rémi Fraisse a-t-il été tué ?" en la proposition affirmative suivante : "Rémi Fraisse devait être tué", le pourquoi venant après.

En effet, la transformation par l'État d'une zone de lutte sociale, de tension sociale en zone de guerre, avec tout le système attendant, en termes d'armement par exemple, mais aussi avec la rhétorique de l'ennemi intérieur animant la troupe répond à plusieurs logiques spécifiques, très éloignées de cet espèce de rêve éveillé qu'est le mythe d'un "maintien de l'Ordre" démocratique.

La caractéristique de l'ennemi, différent de l'adversaire, c'est qu'il faut l'anéantir. À long terme, l'État tue de manière régulière des contestataires, dans une sorte de cycle immuable qui fait penser à une effusion de violence mortifère nécessaire quoique discontinuée dans le temps, à l'encontre de préférence d'une ou plusieurs

personnes totalement "innocentes" au sens premier, c'est-à-dire ne nuisant pas et étant désarmées. Alors évidemment on tue pour affirmer sa position monopolistique dans l'usage du feu, on tue aussi pour tester la troupe et vérifier son bon fonctionnement en temps de "paix". L'État tue aussi pour maintenir un "climat" de guerre interne salutaire et faire perdurer une posture martiale face à une contestation du réel, quand la contestation n'est pas intégrée dans un spectacle légal. Le drame est nécessaire, il n'est pas une dérive malencontreuse de l'État ou de ses séides écomifleurs : il obéit à une dramaturgie planifiée et complexe où le sacrifice d'un homme est nécessaire pour nourrir la Raison d'État et ses suppôts.

Ces quelques idées peuvent nous aider à ébaucher une analyse qui reste à approfondir de ce qui n'est pas un fait-divers. Pour le reste, en aval, la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) et toutes les associations réformistes ou Républicaines, ainsi que les Partis de Gauche ou Écologistes vont analyser et déplorer la "dérive" de l'État, sans évidemment comprendre que ce meurtre est constitutif de l'essence même de l'État. Voilà pourquoi il nous semble important d'apporter un éclairage anarchiste sur le meurtre de ce jeune homme (avec tout ce qui va avec le meurtre rituel de la jeunesse par les États-Nations)."

Brochure téléchargeable en ligne : <https://cnt-ait.info/category/bro/>

Version papier disponible contre 8 euros (chèque à l'ordre de « La lettre du CDES » mention Brochure Sivens au dos) à envoyer à CNT-AIT, 7 Rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

SIVENS : Retour sur la ZAD, sa répression et sur un crime d'État



EDITIONS **CNT-AIT**



Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :

- Librairie Terra Nova , 18 r Gambetta, 31000 Toulouse
- Librairie Floury , 36 r Colombette, 31000 Toulouse
- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64, avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011 Paris

- Librairie Quilombo, 23 Rue Voltaire, 75011 Paris

- local Le Sabot, 21 rue des Allemands, 57 000 Metz

Une proposition d'analyse géopolitique et systémique de la situation.

Ichie comme nous et pisse comme la moitié d'entre nous, mais il ne ménage pas ses efforts pour apparaître aux yeux du monde entier comme le « sapiens » le plus puissant du monde !! Autour du « bonhomme Orange » le 2 Juillet de l'an dernier, nous avons insisté, sur le fait que la « guerre-éclair » de 12 jours du gouvernement israélien de Netanyahu contre la République Islamique d'Iran avait donné à Donald Trump la plus belle des occasions du moment pour démontrer sa surcapacité militaire en regard de celle des autres États-nations. Il s'agissait de la capacité de balancer des bombes non nucléaires (GBU-57) qui pénètrent sol et sous-sol jusqu'aux bunkers les plus enfouis. Une supériorité technologique dont les USA de Trump ont le monopole et l'exclusivité ! Alors c'est qui le patron ?

S'il fallait encore le démontrer, l'opération militaire spéciale au Venezuela, avec bombardements de Caracas et morts collatéraux (sous le prétexte de l'enlèvement du dictateur gauchisant Maduro et de son épouse), menée par les forces spéciales de l'armée des USA et suivie à la minute comme une série de télé-réalité par Donald Trump en villégiature dans sa villa pour milliardaires de Floride, vient appuyer cette communication !!!! Gare à vous je suis l'homme le plus puissant du monde !! Au nom de la doctrine de Monroe (de James Monroe, à ne pas confondre avec Norma Jeane Baker alias Marilyn Monroe), il réaffirme le droit unilatéral des USA à contrôler tout ce qu'il se passe dans les Amériques !! Rien de neuf sous le soleil, à l'exception du contexte de l'époque. Celui de la guerre des valeurs monétaires. Car, dans le fond, il s'agit d'une opération de communication supplémentaire, pour bien montrer au monde, au cas où certains ne l'auraient pas compris, que c'est lui qui avait le meilleur flingue de la planète et que tant que cela durerait, c'est lui qui déciderait de la valeur du dollar ; même s'il est obligé de concéder à d'autres le retour des modalités créatrices de valeur monétaire capitalisable, telles que l'énergie et autres ressources minières essentielles à l'IA et à la « High Tech » comme les « terres rares etc... D'ailleurs la dernière opération pilotée par Trump, celle d'une mise sous tutelle du Venezuela et du contrôle de ses gigantesques réserves pétrolières, va aussi, à côté du



flingue, renforcer l'assurance de la valeur monétaire du Dollar.

D'aucun s'indigneront, en France, de la position du président Macron pourtant en phase avec la défense du capitalisme mondial contemporain. Il se contente en premiers mots de prendre acte de la nouvelle situation du Venezuela. Même s'il s'est ravisé en faveur du droit international pour corriger sa communication. Il faut dire qu'au même moment, le Royaume-Uni et la France menaient des frappes conjointes, en Syrie sur les positions de l'État Islamique.

En accord avec les USA, il s'agit d'opérer en Syrie un « Jihad Washing », consistant à tordre le bras et faire manger le chapeau, à Al-Joulani, chef de guerre islamiste, dit Al-Charaa, dans son rôle de nouveau chef d'Etat de la Syrie. Il est chargé de faire le ménage, et d'accepter l'aide impérialiste, pour buter ses anciens copains de Daesh, s'il désire gagner une stature de chef d'État et un destin de constructeur. L'islamisme radical restera admis, tant qu'il appliquera ses valeurs réactionnaires sociétales sur le monde musulman. C'est bon pour les affaires et le commerce mondial. Mais chacun sa zone de contrôle réactionnaire. Si des islamistes radicaux « internationalistes », qu'ils soient d'origine sunnite ou chiite, s'avisent de vouloir continuer à répandre et imposer partout dans le monde leur idéologie, alors les nationalo-islamistes seront chargés, par les alliés occidentaux et par les grands frères des pétro-monarchies du Golfe, de pourchasser et d'éliminer leurs anciens camarades djihadistes. Et tant pis si le Rojava doit y passer aussi, lâché par les alliés occidentaux qui préféreront toujours les nationalo-islamistes aux utopistes socialisants.

Ce recyclage des nationalo-islamistes syriens dans le « concert international des nations » se fait avec l'aide du gouvernement d'extrême droite en Israël, qui signe des accords commerciaux avec la nouvelle Syrie avide de reconnaissance, tout en continuant de bombardier la population de Gaza à mort. Comme le font de nombreux pays arabes, désormais alliés au gouvernement Israélien réactionnaire et colonialiste de Netanyahu et de l'extrême droite. Ceci explique que les chefs du Hamas soient devenus des parias, des indésirables un peu partout, même chez leurs anciens alliés. En Israël aussi, l'intégrisme religieux socialement réactionnaire s'impose, tout comme en Europe, avec la montée des populismes d'extrême droite sous influence du réactionnaire social et sociétal Poutine ... C'est le « big washing mondial », celui qui entretient la production, la vente et l'écoulement des armes, destinées à sécuriser et maintenir à l'équilibre les liens commerciaux entre pôles planétaires régionaux, et ainsi permettre le maintien aux commandes des classes dominantes capitalistes et celles de leur gouvernance, bio-politiques algorithmées d'État ou privées. Ce n'est pas la guerre mondiale, c'est la mondialisation de la guerre. La peur de la guerre qui se diffuse rend possible le contrôle des populations dont le capital n'a plus besoin pour son enrichissement dans le processus travail. Il s'agit de créer en valeur de l'absurde, du capital encore fictif, par la traite et le comptage bio-politique du vivant.

Les protestations indignées de la gauche « burn-outée » -et donc narcissiquement émotionnelle, - qui ne connaît ni révolte ni construction « résolutionnaire » - n'y changeront rien ... Le « capitalisme 2.0 augmenté IA » est bien là !!! Et il s'appuie à tous niveaux, partout dans le monde sur le mariage élémentaire entre la démagogie populiste et le high-tech.

La plupart des analyses issues du XIXème siècle, par récupérations politiciennes et manipulations intelocrates de toute nature, des aspirations émancipatrices - tant sociales que sociétales - du mouvement ouvrier, correspondaient jusqu'au début des années 1980 à un capitalisme que l'on pourrait qualifier de phase 1. Le capitalisme était alors adossé à la valeur travail exploitée avec plus-value (esclavage, puis libération des maîtres de leurs esclaves grâce au salariat privé et public de la révolution industrielle, devenu moins coûteux que l'esclavage, pendant des décennies).

Mais dès le début des années 1980, ce « capitalisme à la Papa » ne pourra pas durer.

Les classes dominantes, prennent le devant et génèrent le capitalisme de phase 2, qui trouve son expansion avec le développement interaérien high-tech. Ainsi la suprématie du capitalisme financier, celle du capital fictif, vient sauver le capitalisme, avec le soutien de tous les États-nations (en particulier Reagan, Thatcher) dans la mondialisation positivée. Les classes dominantes se restructurent, il y a des perdants et des gagnants. Le capital fictif prend les commandes, au risque de quelques crises, dans le fond restructurantes pour le capital

des classes dominantes.

Dans les années 2017 et suivantes, Macron en France en est une incarnation politique avec son nouveau monde, celui du post salariat (après s'être libérés de leurs esclaves autrefois avec le salariat, les maîtres se libèrent désormais de leurs salariés avec le post salariat de l'auto-entreprenariat « ubérisé »). Celui aussi où la classe supra-dominante détruit l'ancien compromis historique entre les bourgeoisies et les acquis des luttes des travailleurs. Elle reprend tout, contrôle le capital fictif et le territorialise en s'appropriant terrain, champ et immeubles... Favorisée en France par la suppression de l'ISF. La redistribution se fait par l'emprunt et la dépendance soumise par le crédit. Le pouvoir créancier, qui décide de ses propres taux d'intérêt et créations monétaires, s'impose comme une arme de la domination, à côté de l'emprise sur les burn-out sociaux et sociétaux qu'elle produit et recycle, par-là, l'emprise des souverainetés illégitimes et participatives de leurs gouvernances.

Le capitalisme de phase 3 dans la lignée appuie sa valorisation sur le Green Washing, la valorisation de la « bulle verte écologique », mais désormais dépassée par les foyers de guerre comme l'Ukraine et la Palestine et sa dévalorisation par les réactionnaires sociaux et sociétaux qui soutiennent les lobbies des énergies fossiles. Nous sommes désormais dans un capitalisme de phase 4.

**Al-Joulani,
chef de guerre
islamiste, dit Al-
Charaa, dans son rôle
de nouveau chef d'Etat de
la Syrie. Il est chargé de
faire le ménage, et
d'accepter l'aide
impérialiste, pour buter
ses anciens copains
de Daesh**

En effet les sanctions contre la Russie dans sa guerre impérialiste contre l'Ukraine, l'ont poussée à renouer, en dehors de la valorisation monétaire adossée au dollar, avec une valorisation sur les ressources énergétiques fossiles et les ressources minérales, poussant le dollar de Trump à s'imposer militairement dans le monde. La « bulle verte » est dévalorisée par la remontée en force, avec Trump, du lobby des énergies fossiles, et par la consommation des produits de guerre.

Désormais c'est la « bulle kaki », le profit par le militaro-industriel, pour le contrôle des populations terrorisées médiatiquement par l'horreur des guerres montrées en boucle sur les chaînes d'infos (tenez-vous à carreau) ! Pour le rééquilibrage des grands pôles économico-politiques des régions de la planète, associant pour chaque pôle plusieurs États-Nations.

Cela va vite. Cette nouvelle phase du capitalisme avec sa « Bulle Kaki », sa multi-polarisation, consacre en fait la nouvelle diversification des valeurs adossées. Sachant que, par les agissements de Trump, le dollar reste défendu quoiqu'il en soit par la force de la puissance des armes, il s'opère cependant un partage multipolaire du monde, avec ses zones de guerres entretenues pour le spectacle, la peur, la soumission et l'écoulement des armes (mondialisation de l'usage de la guerre dans le commerce). Cette partition multipolaire du monde se fait d'un commun accord entre classes dominantes, sur une modalité à prédominance sociétale réactionnaire appuyée sur la réactivation du religieux subventionné 2.0. Qu'il s'agisse du monde orthodoxe en Russie, du monde Juif intégriste et socialement réactionnaire en Israël, de l'influence Islamiste sur les États-nations musulmans (à condition qu'ils

abandonnent la conviction jihadiste de conquête du monde, et pourchassent les jihadistes frustrés depuis l'abolition de l'esclavage imposé dans un but colonialiste par les gagnants de la révolution industrielle). Un sociétal réactionnaire, soutenu par tous les fondamentalismes religieux, (y compris dans l'hindouisme – pas seulement monothéistes), pour contrôler socialement les populations, et protéger les pôles capitalistes régionaux, leurs accords commerciaux, et les classes qui en profitent. Celles qui tiennent les rênes ! ... C'est le capitalisme de phase 4 !! Les classes supra dominantes sont pour le moment sauvées et aux commandes. Elles peuvent s'assurer d'une

pérennité et de leur reproduction !!

Nous sommes loin d'avoir reconstruit le fonctionnel organique réSolutionnaire (amené à résoudre les problèmes) au niveau mondial ... Reste à entretenir, la lutte de toujours, pour la dignité, la liberté, l'égalité, contre la misère et l'ignorance, par l'entraide, la solidarité, l'imagination créatrice pour la construction d'une fiction fonctionnelle dépassant la fiction fonctionnelle capitaliste.

A Suivre ...

Loi martiale camouflée et logique de pouvoir en Iran !

Une perspective anarchiste sur les coupures d'Internet et la militarisation de l'espace urbain.

Des centaines d'heures de coupures délibérées et totales d'Internet, associées au déploiement ouvert de forces armées, équipées de matériel militaire lourd dans les rues et les quartiers des villes iraniennes, ont créé une situation qui, bien qu'elle ne soit pas officiellement qualifiée de « loi martiale », en présente dans les faits de nombreuses caractéristiques : contrôle des communications, recours à la force coercitive et instauration d'un état d'urgence permanent. D'un point de vue anarchiste, cette situation n'est pas une aberration temporaire, mais la manifestation évidente de la logique même de l'État moderne.

L'État et le monopole de la violence. Dans la théorie anarchiste, l'État est avant tout une institution qui détient le monopole de la violence organisée et tire sa légitimité non pas du libre consentement de la société, mais de sa capacité à recourir à la force. Lorsque des véhicules blindés, des armes lourdes et des forces militaires occupent l'espace urbain – même sans confrontation directe –, il s'agit d'une « démonstration de puissance » : un message visuel rappelant aux habitants que l'ordre établi repose sur la possibilité d'une répression sévère. C'est précisément ce à quoi correspond le monopole de la légitimité de la violence, que nous reconnaissons comme l'essence même du pouvoir étatique.

La déconnexion comme blocus social. Aujourd'hui, Internet n'est plus seulement un outil technique de communication, mais un réseau qui permet la solidarité horizontale, la libre circulation de l'information et l'action collective. Sa coupure généralisée constitue une forme de blocus ou de « siège » — non pas le siège d'une ville, mais le siège de la conscience et des liens sociaux. En coupant ces réseaux, le gouvernement tente de diviser la société en unités isolées, chacune étant plus facile à contrôler séparément que l'autre.

L'état d'urgence comme règle. Ce qui est justifié au nom de « conditions particulières » ou de « nécessités sécuritaires », c'est le maintien d'un état d'exception permanent : une situation dans laquelle la loi est suspendue et où la décision du dirigeant prend sa place. Dans

de telles circonstances, la frontière entre « temps normal » et « temps de crise » disparaît, la société est maintenue dans un état d'alerte constant et les droits sont suspendus. La loi martiale camouflée fonctionne précisément selon cette même logique : sans déclaration officielle, mais en mettant en œuvre les mêmes mécanismes dans la pratique.

La ville comme garnison. La militarisation de l'espace urbain transforme la fonction symbolique de la ville. Celle-ci, qui devrait être un lieu de vie commune, de diversité et de libre interaction, devient un lieu de déploiement de la force et de la surveillance. Cette transformation montre que l'État considère la société non pas comme un ensemble d'individus autonomes, mais comme une population potentiellement dangereuse nécessitant une surveillance et un contrôle constants.

Ordre ascendant contre ordre descendant. En opposition à cette logique, nous, anarchistes, insistons sur la possibilité d'un autre type d'ordre : un ordre qui ne découle pas de la menace d'un canon, mais de la coopération volontaire, de l'entraide et des réseaux de solidarité horizontaux. Les expériences historiques et sociales ont démontré que les êtres humains peuvent créer diverses formes d'auto-organisation et de coexistence sans recourir aux mécanismes répressifs.

Ce que l'État craint fondamentalement, ce n'est pas le désordre, mais précisément la possibilité d'un ordre sans État. La coupure d'Internet et le déploiement des forces armées dans les rues peuvent être considérés comme les deux facettes d'une même stratégie : le contrôle de la société par l'isolement et la peur. D'un point de vue anarchiste, cette situation n'est pas une erreur passagère, mais la révélation du vrai visage du pouvoir — un visage qui, en temps de crise, abandonne son masque juridique et administratif et s'exprime dans sa langue d'origine : celle de la force.

Une telle analyse nous invite à réfléchir au-delà des événements quotidiens et à poser cette question fondamentale : l'ordre social doit-il nécessairement reposer sur la violence organisée, ou pouvons-nous imaginer des formes de coexistence fondées sur la liberté, l'égalité, la solidarité et l'autogestion ?

Front anarchiste d'Iran et d'Afghanistan 17 janvier 2026.

« Soutien au mouvement légitime de revendication du peuple ; avancer vers une liberté et une égalité réelles, et non vers un retour au passé »

(...) De Dey 1396 (janvier 2018) à Aban 1398 (novembre 2019) et Shahrivar 1401 (septembre 2022), le peuple opprimé d'Iran a montré, à de multiples reprises, par sa présence dans les rues, qu'il ne tolère pas les rapports économiques et politiques dominants ni les structures fondées sur l'exploitation et l'inégalité. Ces mouvements ne visent pas un retour au passé, mais la construction d'un avenir libéré de la domination du capital, fondé sur la liberté, l'égalité, la justice sociale et la dignité humaine.

Tout en déclarant notre solidarité avec les luttes populaires contre la pauvreté, le chômage, la discrimination et la répression, nous affirmons clairement notre opposition à toute forme de retour à un passé marqué par l'inégalité, la corruption et l'injustice. Nous sommes convaincus que la véritable émancipation ne peut être obtenue que par la direction et la participation, conscientes et organisées, de la classe ouvrière et des masses opprimées, et non par la reproduction de formes de pouvoir archaïques et despotiques. Dans ce contexte, les travailleurs, les enseignants, les retraités, les infirmières, les étudiants, les femmes et en particulier les jeunes, malgré la répression généralisée, les arrestations, les licenciements et les pressions économiques, demeurent à l'avant-garde de ces luttes. Le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue souligne la nécessité de poursuivre des protestations indépendantes, conscientes et organisées.

Nous l'avons dit à maintes reprises et nous le répétons encore : la voie de la libération des travailleurs et des exploités ne passe ni par la fabrication de leaders au-dessus de la tête du peuple, ni par l'appui sur des puissances étrangères, ni par les factions internes du pouvoir, mais par l'unité, la solidarité et la création d'organisations indépendantes dans les lieux de travail et de vie, ainsi qu'à l'échelle nationale. Nous ne devons pas permettre d'être une nouvelle fois les victimes des jeux de pouvoir et des intérêts des classes dominantes.

Le syndicat condamne également avec la plus grande fermeté toute propagande, justification ou soutien à une intervention militaire des gouvernements étrangers, notamment des États-Unis et d'Israël. De telles interventions ne conduisent pas seulement à la destruction de la société civile et au massacre de la population, mais fournissent aussi un nouveau prétexte à la poursuite de la violence et de la répression par le pouvoir en place. Les expériences passées ont montré que les États occidentaux dominants n'accordent aucune valeur réelle à la liberté, aux conditions de vie et aux droits du « peuple » iranien.

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus et insistons sur la nécessité d'identifier et de traduire en justice les donneurs d'ordres et les auteurs des massacres de la population.

Vive la liberté, l'égalité et la solidarité de classe ! La solution pour les exploités, c'est l'unité et l'organisation

Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue¹, 17 Dey 1404 (17 janvier 2026)



(1) L'un des rares exemples connus de réussite de formation d'un syndicat indépendant sous le régime islamique iranien est celui des conducteurs de bus de Téhéran. Malgré une répression systématique, le 13 mai 2005, 3000 travailleurs se rassemblaient pour réclamer la dissolution du Conseil islamique. Le 3 juin, à l'occasion d'une nouvelle convocation à une assemblée d'entreprise, les forces de sécurité empêchèrent les travailleurs d'atteindre le lieu de réunion. Vers midi environ 500 travailleurs se rassemblèrent avec des pancartes ; la police reçut alors l'ordre de se retirer. C'est à ce moment-là que fut fondé le syndicat des travailleurs des transports publics urbains de Téhéran (Vahed) ; on estime que 5000 travailleurs (sur 14 000), hommes et femmes, ont participé à la fondation de ce premier syndicat légal. Fin 2005, début 2006, le syndicat a été l'objet d'une féroce répression suite à un début de grève salariale (cf ici <https://cnt-ait.info/2006/07/27/teheran-greve-des-transports-en-commun>). Les chauffeurs sous la menace des armes de la police étaient contraints de monter dans leur bus, ceux qui refusaient étaient tabassés. Toute la direction du syndicat a été arrêtée. A la suite d'une nouvelle grève, à l'exception de son président, la direction a été libérée. Quand, fin janvier 2006, une nouvelle grève est annoncée pour la libération de ce président, plus de 500 syndicalistes et chauffeurs de bus sont jetés en prison. Une fois libérés, ils ont été licenciés !